



**ACADÉMIE
DE TOULOUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

A AFFICHER DANS SON INTEGRALITE

MUTATIONS

2021

**Mouvement intra-académique des personnels
enseignants du second degré, des personnels
d'éducation et des psychologues de
l'éducation nationale**

**du 10 mars
au 31 mars 2021 minuit**

BO Spécial N°10 du 16 novembre 2020
Lignes directrices de gestion académique publiées le 4 mars 2021.

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a introduit dans la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat des dispositions prévoyant l'élaboration de lignes directrices de gestion par les administrations en matière de mobilité.

Les lignes directrices de gestion académiques comprenant les lignes directrices de gestion pour les personnels enseignants du second degré, des personnels d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale ont été présentées lors du comité technique académique réuni le 1^{er} mars 2021.

Elles déterminent de manière pluriannuelle les orientations générales de la politique de mobilité et définissent les procédures de gestion des demandes individuelles de mobilité.

Le mouvement intra-académique des personnels enseignants du second degré, des personnels d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale s'articule autour de différents principes : transparence des procédures, traitement équitable des candidatures, prise en compte des priorités légales de mutation, recherche de l'adéquation entre les exigences des postes et les profils et compétences des candidats.

L'académie de Toulouse accompagne tous ses personnels dans leurs mobilités et projets d'évolution professionnelle et s'attache à garantir leur meilleure information tout au long des procédures, notamment par le biais d'un site internet accessible sur le site académique www.ac-toulouse.fr.

Rappel des objectifs du mouvement :

- Accompagnement et conseils personnalisés ;
- Les priorités légales (art.60 de la loi n°84 du 11 janvier 1984) : le rapprochement de conjoints, les fonctionnaires handicapés, l'affectation en éducation prioritaire, les mesures de carte scolaire, les situations d'autorité parentale conjointe, le caractère répété d'une même demande de mutation ainsi que son ancienneté, l'expérience et le parcours professionnel de l'agent ;
- Permettre les affectations sur profil, la stabilisation des TZR et soutenir l'affectation des agrégés en lycée.

1

Les participants obligatoires

Doivent obligatoirement participer à la phase intra-académique du mouvement :

- ❖ Les personnels titulaires ou stagiaires (devant être titularisés à la rentrée scolaire 2021), nommés dans l'académie à la suite de la phase inter-académique du mouvement (à l'exception des agents retenus pour des postes spécifiques nationaux) ;
- ❖ Les personnels faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire à la rentrée 2021 ;
- ❖ Les personnels stagiaires précédemment titulaires d'un corps de personnels enseignants des premier ou second degré, d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale ne pouvant être maintenus dans leur poste ;
- ❖ Les personnels titulaires gérés par l'académie et souhaitant réintégrer après une disponibilité ou un congé avec libération de poste, en affectation sur un poste provisoire, sortant de poste adapté, en affectation dans l'enseignement supérieur ou exerçant les fonctions de conseiller pédagogique départemental pour l'EPS ;
- ❖ Les personnels titulaires affectés en formation continue, apprentissage ou à la MLDS souhaitant obtenir une affectation en formation initiale et ne pouvant être maintenus en formation continue ;
- ❖ Les personnels qui ont validé leur changement de discipline (arrêté ministériel) et les personnels ayant reçu leur arrêté ministériel d'intégration après détachement dans un corps des personnels enseignants, d'éducation ou psychologues de l'éducation nationale ;
- ❖ Les contractuels recrutés au titre du handicap.

ATTENTION

En cas d'absence manifeste de formulation de vœux, les personnels devant obligatoirement participer au mouvement seront automatiquement affectés par la DPE qui formulera un vœu « tout poste, tout type, dans l'académie ».

2

Procédure, dispositif d'accueil et d'information, traitement des demandes de mutation

La demande de mutation s'effectue **exclusivement par l'outil de gestion I-Prof** : accessible par internet sur : <https://si2d.ac-toulouse.fr> et pour lequel seront demandés le compte utilisateur et le mot de passe (identiques à ceux utilisés par la messagerie académique) :

du 10 mars au 31 mars 2021 minuit

NB : le calendrier détaillé des opérations figure en annexe 1.

Certains personnels ont déjà pu se connecter sur I-Prof. En cas de perte de votre nom d'utilisateur et/ou perte de votre mot de passe, il convient d'utiliser l'application MA-MAMIA (<https://mamamia.ac-toulouse.fr/>).

Les candidats entrant dans l'académie doivent se connecter à partir du serveur I-Prof de leur académie d'origine.

A/ Dispositif d'accueil et d'information

Les candidats désireux de s'informer sur les règles du mouvement dans l'académie de Toulouse disposent :

↳ **D'un service téléphonique « Cellule info mobilité »**, composé de gestionnaires de la DPE, pour informer et conseiller les agents sur le processus de mobilité à toutes les étapes du mouvement intra-académique.

Cette plate-forme d'information académique est à la disposition des personnels :

Dès la parution de la présente circulaire et jusqu'au 8 avril 2021

De 9h à 16h30

☎ 05.36.25.78.00

↳ **D'un site internet** accessible sur le site académique www.ac-toulouse.fr donnant notamment les informations suivantes :

- les barres d'entrées départementales et en zone de remplacement pour les mouvements intra-académique 2020, 2019, 2018 et 2017 ;
- la présentation des différents écrans de SIAM pour faciliter la formulation des vœux ;
- les informations générales et synthétisées sur les différentes étapes du mouvement ;
- une foire aux questions ;
- les pôles de rattachement pour les TZR ;
- les postes spécifiques académiques (SPEA) avec un descriptif des postes et des compétences requises ;
- des informations concernant les titulaires en zone de remplacement ;
- la procédure d'extension ;
- la liste des établissements REP +, REP et relevant de la politique de la ville ;
- la classification des familles pour les disciplines enseignées ;
- le bilan du mouvement intra-académique 2020.

B/ Formulation des vœux

Le nombre de vœux possibles est fixé à **trente**. Ces vœux peuvent porter sur :

- des établissements précis ;
- des communes ;
- des groupements de communes (voir ci-dessous) ;
- des départements ;
- tout poste dans l'académie ;
- des zones de remplacement : départementales (ZRD) ou académique (ZRA) selon les disciplines (cf. listes disponibles sur le site académique).

Pour le mouvement intra-académique 2021, une expérimentation est menée pour le seul département de la Haute-Garonne, avec la création de 5 vœux géographiques ou groupement de commune (GEO), non ordonnancés, dont voici la composition :

*- **Balma et environs** : Ayguesvives, Balma, Caraman, Castanet, Escalquens, Montastruc la Conseillère, Montrabe, Nailloux, Quint-Fonsegrives, Ramonville, Revel, St Orens de Gameville, St Pierre de Lages, Verfeil, Villefranche de Lauragais*

*- **Colomiers et environs** : Aussonne, Blagnac, Colomiers, Fonsorbes, Fontenilles, La Salvetat St Gilles, Lèguevin, Pibrac, Plaisance du Touch, St Lys, Tournefeuille*

*- **L'Union et environs** : Aucamville, Bessières, Cadours, Castelginest, Fenouillet, Fronton, Gratentour, Grenade, Launaguet, L'Union, Pechbonnieu, St Jean, St Jory, Villemur sur Tarn*

*- **Muret et environs** : Auterive, Cintegabelle, Cugnaux, Frouzins, Labarthe sur Lèze, Lherm, Muret, Noé, Pins Justaret, Portet sur Garonne, Seysses, Vernet, Villeneuve Tolosane*

*- **St Gaudens et environs** : Aspet, Aurignac, Bagnères de Luchon, Boulogne sur Gesse, Carbonne, Cazères, Gourdan Polignan, L'Isle en Dodon, Le Fousseret, Montauban de Luchon, Montesquieu Volvestre, Montréjeau, Rieumes, St Gaudens, Salies du Salat, St Béat*

Seule la commune de Toulouse ne sera pas intégrée à un groupement de commune.

A l'exception des personnels touchés par une mesure de carte scolaire, les agents titulaires ne doivent pas formuler de vœu correspondant à leur affectation actuelle. Si un tel vœu est formulé, il sera, ainsi que les suivants, automatiquement supprimé.

Aucune demande tardive de mutation ne sera acceptée après le 31 mars 2021 minuit, sauf pour les motifs énumérés à l'article 3 de l'arrêté du 13 novembre 2020 : décès du conjoint ou d'un enfant, cas médical aggravé d'un des enfants, mutation du conjoint.

Dans les cas précisés ci-dessus, les demandes tardives de mutation devront en tout état de cause parvenir **avant le 26 mai 2021 à l'adresse électronique mvt2021@ac-toulouse.fr** avec toute pièce justificative y afférant.

C/ Procédure d'extension des vœux

Les participants obligatoires au mouvement intra-académique (personnels entrants, faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire, en réintégration obligatoire ...) doivent obligatoirement recevoir une affectation dans l'académie. S'ils n'ont pas obtenu satisfaction sur leurs vœux formulés, leur demande est traitée selon la procédure d'extension (cf. table d'extension Annexe 3). Aussi, il leur est recommandé de formuler des vœux larges (départements) après leurs vœux indicatifs afin de limiter le risque d'affectation en extension.

L'extension s'effectue à partir du premier vœu formulé par l'intéressé et avec le barème le moins élevé attaché à l'un des vœux formulés. Le barème le moins élevé retenu, quel que soit le nombre de vœux formulés, ne comporte aucune bonification attachée à un vœu spécifique. Ce barème conserve néanmoins les points liés à l'échelon, à l'ancienneté de poste et aux bonifications relevant de l'article 60 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée.

Pour les disciplines de la famille 1 (zones de remplacement départementales), sont ainsi passées en revue, lors de cette procédure, les communes du département dans l'ordre de leur proximité avec le vœu n° 1 puis la zone de remplacement du même département. Cette procédure s'étend aux autres départements en cas de nécessité.

Pour les disciplines de la famille 2 (zone de remplacement académique), tous les postes vacants des départements sont d'abord passés en revue (dans l'ordre de la table d'extension) avant la zone de remplacement académique. **Attention, si un vœu ZRD est saisi par l'intéressé, ce vœu sera automatiquement supprimé par le service (vœu nul).** Pour connaître la famille à laquelle est rattachée leur discipline, les intéressés peuvent consulter le site internet.

D/ Confirmation et transmission des demandes de mutation

L'attention des participants est appelée sur le fait qu'ils recevront le 1^{er} avril 2021, par voie de courrier électronique sur l'adresse déclarée lors de la saisie de leur demande, un formulaire de confirmation de demandes en un seul exemplaire.

Ce formulaire, dûment signé, accompagné des pièces justificatives demandées (à l'exception des candidats ayant participé au mouvement inter-académique qui ne doivent fournir des pièces qu'en cas de changement de situation ou d'éléments nouveaux affectant le barème), et comportant d'éventuelles corrections manuelles est remis au chef d'établissement qui vérifie la présence des pièces justificatives et complète, s'il y a lieu, la rubrique relative à l'affectation à caractère prioritaire justifiant une valorisation (APV).

Le dossier complet devra être retourné au plus tard le **8 avril 2021**, cachet de la poste faisant foi, par l'agent ou la voie hiérarchique à l'adresse postale suivante :

Rectorat de l'académie de Toulouse
Direction des Personnels Enseignants
Discipline : indiquer la discipline de mouvement (ex : Mathématiques)
CS 87 703
31077 Toulouse Cedex 4

Toute demande de mutation d'un participant non-obligatoire postée après le 8 avril 2021 ne sera pas instruite par le service.

Toute demande d'annulation, y compris aux motifs énumérés à l'article 3 de l'arrêté du 13 novembre 2020, pourra être adressée jusqu'au **26 mai 2021**, par courrier électronique aux adresses électroniques dpe1@ac-toulouse.fr, dpe2@ac-toulouse.fr, dpe3@ac-toulouse.fr selon les disciplines des participants au mouvement.

E/ Contrôle et consultation des barèmes

Le barème apparaissant lors de la saisie des vœux correspond aux informations déclarées par le candidat et ne constitue donc pas le barème définitif. Néanmoins, ces barèmes permettent le classement des demandes ainsi que l'élaboration des projets de mouvement mais n'ont qu'un caractère indicatif.

Les barèmes provisoires retenus pour chaque candidat, selon les pièces justificatives jointes au dossier, seront affichés sur SIAM via I-Prof du 7 au 28 mai 2021. Il est vivement recommandé à chaque candidat à la mutation de vérifier systématiquement son barème à ce stade de la procédure.

En cas de désaccord avec le barème retenu, l'intéressé pourra formuler une demande écrite de correction de barème, en privilégiant les adresses électroniques dpe1@ac-toulouse.fr, dpe2@ac-toulouse.fr, dpe3@ac-toulouse.fr selon les disciplines des participants au mouvement, jusqu'au 26 mai 2021, délai impératif.

F/ Règles générales

Toutes les candidatures pour tous les types de postes, y compris celles pour les postes spécifiques intra-académiques, sont étudiées par discipline de mouvement.

En cas d'égalité de barème, le classement prendra en compte en premier lieu les bonifications familiales (rapprochement de conjoint et enfants) et en second lieu la date de naissance.

Les mutations s'effectuent en grande partie sur des postes actuellement occupés, libérés au cours même du mouvement, dans la mesure où **tous les postes occupés sont susceptibles d'être vacants**. Comme l'un des objectifs fondamentaux de l'académie consiste à assurer en priorité la couverture des postes à titre définitif en établissement, les affectations en ZR ne pourront être prononcées que dans la mesure où tous les postes en établissement auront été pourvus. Aucun poste en zone de remplacement n'est donc initialement vacant. De la même manière, les postes libérés à l'issue du mouvement intra-académique par des titulaires en zone de remplacement ayant obtenu un poste en établissement ne seront pas nécessairement pourvus. Pourront cependant faire l'objet d'une mutation en ZR les enseignants admis dans l'académie de Toulouse à l'issue de la phase inter-académique qui n'auront pu être affectés sur un poste en établissement et enfin, les enseignants qui n'auront pu être réaffectés suite à une mesure de carte scolaire.

G/ Précisions sur le lancement de l'algorithme jusqu'à la phase 3

Le principe de l'algorithme, et plus particulièrement de sa phase 3, est de satisfaire le plus de candidats, et pour chaque candidat, son vœu de meilleur rang en tenant compte d'une part, du barème de tous les participants et de l'autre, des postes à pourvoir

Pour un candidat muté sur vœu large, l'affectation proposée est au plus proche de son vœu indicatif (1^{er} vœu formulé de rang inférieur au vœu large obtenu et plus précis géographiquement que celui-ci) sachant que la priorité est donnée au candidat déjà titulaire du département, quel que soit son barème.

Exemple du déroulement de la phase 3 de l'algorithme

Voici le contexte :

☞ 2 postes sont déclarés vacants au collège de CUGNAUX et au collège de MONTESQUIEU VOLVESTRE.

☞ La barre d'entrée départementale est fixée à 800 points.

Liste des participants:

☞ Madame X, entrante dans l'académie, dont les vœux sont les suivants :

- Vœu 1 : Lycée Martin Malvy de CAZERES, 30 points
- Vœu 2 : Collège de CAZERES, 30 points
- Vœu 3 : Commune de CAZERES, 850 points
- Vœu 4 : Commune de MONTESQUIEU VOLVESTRE, 850 points

☞ Monsieur Y, entrant dans l'académie, dont les vœux sont les suivants :

- Vœu 1 : Collège de CUGNAUX, 100 points
- Vœu 2 à 9 : Autres Collèges ou Communes du 31, 200 points
- Vœu 10 : Département 31, 810 points

☞ Madame Z, titulaire du Collège de CAZERES :

- Vœu 1 : Collège de CUGNAUX, 50 points

L'algorithme procède aux affectations suivantes :

Madame X mute sur son vœu 4, commune de Montesquieu, grâce à son barème de 850 points qui est supérieur à la barre d'entrée départementale. Comme il ne s'agit pas d'un vœu large (groupement de communes ou département), cette affectation est définitive au sein du département, qu'importe les libérations de poste qui se produiront par la suite.

Dans un premier temps, Monsieur Y mute sur son vœu 10, département 31 et arrive au collège de Cugnaux qui correspond à son vœu indicatif.

Il se trouve que Madame Z, déjà titulaire du département, au collège de Cazères, demande le collège de Cugnaux.

La phase 3 procède donc à la permutation entre Monsieur Y et Madame Z, puisque cette dernière reste prioritaire, barème inférieur mais titulaire du département.

Monsieur Y mute donc au collège de Cazères, par son vœu 10, département 31, libéré par Madame Z.

Pour information, la phase 3 peut permuter de nouveau Monsieur Y avec un autre candidat déjà titulaire du département qui demande le collège de Cazères.

H/ Communication des résultats

Le 11 juin 2021, les agents seront informés par SMS de la publication du résultat du mouvement intra-académique sur I-Prof. A ce titre et afin de recevoir cette information, les personnels sont invités à vérifier leur numéro de téléphone portable sur I-prof et de le mettre à jour, si besoin.

Ces décisions individuelles d'affectation sont prises sur le fondement d'un traitement algorithmique.

En outre, le même jour et sur le site académique, des données actualisées et plus générales sur les résultats des mouvements seront mises à la disposition des personnels et tout particulièrement les barres d'entrée départementales et de zone de remplacement par discipline.

Les personnels pourront former un recours administratif contre les décisions individuelles défavorables prises au titre de l'article 60 de la loi du 11 janvier 1984 lorsqu'ils n'obtiennent pas de mutation ou lorsque, devant recevoir une affectation, ils sont mutés dans un autre département ou zone ou sur poste qu'ils n'avaient pas demandé.

3

Critères de classement et éléments de barème

Bien qu'il n'ait qu'un caractère indicatif, un barème permet le classement des demandes et l'élaboration des mouvements. Néanmoins, toute fausse déclaration ou pièce justificative, identifiée(s) même postérieurement aux opérations de mobilité, entraînera la perte du bénéfice de la mutation obtenue et d'éventuelles poursuites disciplinaires pour manquement au devoir de probité.

Il est rappelé que le barème apparaissant lors de la saisie des vœux correspond aux informations déclarées par le candidat et ne constitue donc pas le barème définitif.

Sans la production des pièces justificatives demandées et détaillées dans le bulletin officiel spécial cité en référence, le barème ne sera pas validé en l'état et modifié par les services académiques au vu des seules pièces fournies.

A/ Demandes liées à la situation familiale

ATTENTION : Pour déclencher dans la confirmation de demande de mutation les bonifications liées à ces priorités, il est impératif que le candidat les déclare dans l'onglet « Situation Familiale » en cliquant sur le lien « Consulter et éventuellement modifier votre dossier ».

1/ Le rapprochement de conjoints

La bonification de rapprochement de conjoints est accordée lorsque le conjoint exerce une activité professionnelle ou est inscrit comme demandeur d'emploi. Cette bonification est donc attribuée sur la résidence professionnelle du conjoint mais elle peut également porter sur la résidence privée dans la mesure où cette dernière est compatible avec la résidence professionnelle du conjoint. Cette notion de compatibilité s'apprécie entre les départements limitrophes de l'académie.

↳ Lorsque l'agent est affecté dans l'académie du conjoint, une bonification de :

- **200,2 points** est accordée pour les vœux « tout poste dans le département », « tout poste dans l'académie », dès lors que le premier vœu départemental correspond au département de résidence professionnelle ou privée du conjoint ;
- **200,2 points** est accordée pour les vœux « zone de remplacement départementale » ou « zone de remplacement académique », dès lors que le premier vœu zone de remplacement correspond au département de résidence professionnelle ou privée du conjoint ;
- **150,2 points** est accordée pour les vœux « groupement de communes » dès lors que le premier vœu « groupement de communes » se situe dans le département de la résidence professionnelle ou privée du conjoint ;
- **30,2 points** est accordée pour les vœux de type « commune » dès lors que le premier vœu « commune » se situe dans le département de la résidence professionnelle ou privée du conjoint ;

Attention : Le rapprochement de conjoints est possible dès lors que l'agent ne travaille pas dans la commune de résidence professionnelle de son conjoint.

↳ Si l'agent est entrant dans l'académie avec un conjoint travaillant dans une académie limitrophe, les premiers vœux « commune », « groupement de communes » et « département » doivent correspondre à l'un des départements limitrophes de l'académie.

Exemple : Pour un rapprochement de conjoint sur le Lot et Garonne (47), académie de Bordeaux, les vœux peuvent porter sur le Lot, le Tarn et Garonne, le Gers ou les Hautes-Pyrénées.

↳ Si l'agent est affecté dans une autre académie, non limitrophe de celle du conjoint, le premier vœu « commune », le premier vœu « groupement de communes » et le premier vœu « département » formulés doit correspondre au département le plus accessible de la résidence professionnelle ou privée du conjoint.

Il est conseillé lorsqu'une commune ne compte qu'un seul établissement, de formuler le vœu « commune » pour bénéficier de la bonification.

Ne bénéficient pas de bonifications les vœux portant sur des établissements ou sur des types d'établissement exception faite des agrégés, non titulaires d'un poste en lycée, sur les vœux type lycée.

Pour prétendre à la bonification liée au rapprochement de conjoint, tous les personnels enseignants (hormis les agrégés) doivent impérativement formuler un vœu « tout type » (code *).

L'attention des professeurs de lycée professionnel est tout particulièrement attirée sur ce typage. Dès lors que ces personnels sélectionnent le code « LP », la bonification est automatiquement supprimée par les services. Il convient de bien formuler un vœu « tout type » (code *).

☞ Les années dites de séparation professionnelle :

Nombre d'années de séparation	0.5	1	2	3	4 et plus
Bonification	95	190	325	475	600

Calcul des années dites de séparation professionnelle :

Pour chaque année de séparation, la situation doit être justifiée et être au moins égale à 6 mois de séparation effective par année scolaire considérée, les congés scolaires étant pris en compte. Le constat de la séparation au 1er septembre de chaque année n'est pas requis. Le décompte s'apprécie à compter de la date du mariage, du PACS, de la naissance de l'enfant reconnu par les parents non mariés. Toutefois, les enseignants qui ont participé au mouvement 2020 et qui déposent une demande pour le mouvement 2021 gardent le bénéfice du nombre d'années de séparation validé pour ce mouvement augmenté, le cas échéant, de l'année de séparation en cours. Pour les enseignants n'ayant pas participé au mouvement 2020, ils sont dans l'obligation de refournir toutes les pièces justificatives. Ces mêmes conditions sont valables pour les personnels souhaitant faire valoir une année de séparation au titre de l'année de stage.

Attention, dans le cas d'un rapprochement de conjoints demandé sur la résidence privée, c'est le département où se situe cette résidence privée qui se substituera au département d'exercice professionnel de conjoint et sera pris en compte dans le calcul des points de séparation.

ATTENTION : Pour chaque année de séparation, la situation de séparation effective, pour être justifiée, doit couvrir au moins une période de 6 mois. Pour un TZR, une quotité supérieure à la moitié de l'ORS est exigée. En revanche, la situation du conjoint ne sera pas soumise à cette quotité horaire.

Cette condition de séparation effective est aussi exigée pour les personnels bénéficiant d'une AFA dérogatoire.

Les périodes de congé parental ainsi que les disponibilités pour suivre conjoint seront comptabilisées pour moitié de leur durée dans le calcul des années de séparation :

- 95 points sont accordés pour la première année soit 0.5 année de séparation ;
- 190 points sont accordés pour deux ans soit 1 année de séparation ;
- 285 points sont accordés pour trois ans soit 1.5 année de séparation ;
- 325 points sont accordés pour quatre ans et plus soit 2 années de séparation.

Ne sont pas considérées comme période de séparation :

- les périodes de disponibilité pour un motif autre que pour suivre le conjoint ;
- les périodes pendant lesquelles l'agent est mis à disposition ou en détachement ;
- les autres cas pendant lesquels les agents ne sont pas en position d'activité ;
- les congés de longue durée et de longue maladie ;
- le congé pour formation professionnelle ;
- les périodes pendant lesquelles le conjoint est inscrit comme demandeur d'emploi ou est en disponibilité (sauf s'il justifie d'une activité professionnelle d'au moins six mois au cours de l'année scolaire considérée) ou effectue son service civique ;
- les années pendant lesquelles l'enseignant titulaire n'est pas affecté à titre définitif dans l'enseignement de second degré public ou dans l'enseignement supérieur ;
- l'année ou les années pendant laquelle (lesquelles) l'enseignant stagiaire est nommé dans l'enseignement supérieur.

Ces situations sont suspensives, mais non interruptives, du décompte des années de séparation.

☞ Bonification pour les enfants

En cas de rapprochement de conjoints, une bonification de 100 points est accordée par **enfant à charge** dès lors qu'il réside habituellement au domicile d'un des deux parents et que celui-ci assure financièrement son entretien sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un lien de parenté. Il doit être déclaré sur le foyer fiscal de l'agent et avoir moins de 18 ans au 31 août 2021. L'enfant à naître est considéré comme enfant à charge.

2/ La mutation simultanée entre conjoints

Dans le cas de conjoints, les agents concernés doivent choisir entre rapprochement de conjoints ou mutations simultanées, sans possibilité de panachage.

Sont considérés comme relevant de la procédure de mutations simultanées, les personnels enseignants, d'éducation ou psychologues de l'éducation nationale dont l'affectation souhaitée est **subordonnée** à la mutation conjointe d'un autre agent appartenant à l'un de ces corps. Les vœux doivent être identiques et formulés dans le même ordre.

Les mutations simultanées ne sont possibles qu'entre :

- deux agents titulaires ;
- deux agents stagiaires ;
- un agent titulaire et un agent stagiaire mais seulement si ce dernier est ex-titulaire d'un corps géré par le service des personnels de l'enseignement scolaire de la DGRH.

Pour les personnels « entrants » dans l'académie, la mutation simultanée est considérée comme satisfaite dès lors que les affectations sont prononcées dans le même département.

3/ Situation d'autorité parentale conjointe

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter le regroupement de la cellule familiale autour de l'enfant. Sont concernés les personnels ayant à charge un enfant de moins de 18 ans au 31 août 2021 et exerçant l'autorité parentale conjointe (garde alternée, garde partagée ou droit de visite).

Les personnes dans cette situation peuvent, sous réserve de produire les pièces justificatives demandées, bénéficier de toutes les bonifications liées à la demande de rapprochement de conjoints, si l'autre parent exerce une activité professionnelle.

4/ Situation de parent isolé

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter la situation des personnes exerçant l'autorité parentale exclusive ayant à charge un ou des enfants de moins de 18 ans au 31 août 2021, sous réserve que la demande soit motivée par l'amélioration des conditions de vie de l'enfant (facilité de garde quelle qu'en soit la nature, proximité de la famille, etc.).

Cette bonification n'est pas cumulable avec les bonifications attribuées au titre du rapprochement de conjoints, au titre de l'autorité parentale conjointe ou de la mutation simultanée.

B/ Demandes liées à la situation personnelle

1/ Situation de handicap

a/ Les personnels concernés

L'article 2 de la loi du 11 février 2005 portant sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées définit le handicap comme « toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie par une personne dans son environnement, par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant ».

Seuls peuvent prétendre à une priorité de mutation au titre du handicap les bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi précitée et qui concerne :

- les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie ;
- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10% et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité à condition que l'invalidité réduise au moins des deux tiers la capacité de travail ou de gain ;
- les anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension d'invalidité ;
- les titulaires de la carte d'invalidité délivrée par la commission des droits et de l'autonomie, dès lors qu'elle constate un pourcentage d'incapacité permanente d'au moins 80% ou lorsque la personne a été classée en 3^{ème} catégorie de la pension d'invalidité de la sécurité sociale ;
- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité pour les sapeurs-pompiers volontaires ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique d'accompagnement de la mobilité, les agents dont le conjoint ou l'enfant à charge âgé de moins de 20 ans au 31 août 2021 est en situation de handicap peuvent, sous condition détaillées ci-dessous, également prétendre à cette même priorité de mutation.

b/ La procédure

Chaque candidat bénéficiaire de l'obligation d'emploi se voit attribuer une bonification automatique de 100 points sur tous les vœux larges exprimés (ZR – département – groupement de communes - commune), sous réserve de production de la pièce justificative en cours de validité. Cette bonification est personnelle et ne peut être attribuée qu'à l'agent formulant la demande de mutation.

De plus, les agents qui sollicitent une priorité de mutation de 1000 points au titre du handicap doivent **impérativement** établir un dossier comprenant les documents suivants :

- **L'annexe 4 renseignée** ;
- La pièce attestant que l'agent ou son conjoint rentre dans le champ du bénéfice de l'obligation d'emploi. Pour cela, ils doivent, sans attendre la saisie des vœux de mutation, entreprendre les démarches auprès des maisons départementales des personnes handicapées afin d'obtenir la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) pour eux, leur conjoint ou du handicap pour un enfant ;
- Tous les justificatifs attestant que la mutation sollicitée améliorera les conditions de vie de la personne handicapée ;

- S'agissant d'un enfant non reconnu handicapé mais souffrant d'une maladie grave, toutes les pièces concernant le suivi médical notamment en milieu hospitalier spécialisé.

Ce dossier doit être adressé, sous pli confidentiel, jusqu'au 31 mars 2021, cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante :

Rectorat de TOULOUSE
A l'attention du Médecin Conseiller Technique du Recteur
SAMIS (Médecine Statutaire)
CS 87703
31077 TOULOUSE Cedex 4

Toute demande postée après le 31 mars 2021 ne sera pas instruite par le service. Il est donc vivement conseillé aux personnels concernés d'adresser, sans attendre, sa demande de bonification au titre du handicap.

Après avoir pris connaissance de l'avis du médecin conseiller technique, le recteur de l'académie attribue éventuellement la bonification spécifique de 1000 points dans le respect des orientations exposées dans la circulaire DGRH n°2016-0077.

ATTENTION :

La bonification de 1 000 points est accordée sur tous les vœux larges (ZR – département – groupement de communes - commune) à l'exception des situations nécessitant une bonification sur le vœu établissement après avis du médecin conseiller technique.

De plus, toutes demandes de modification de vœux en cas de bonification à hauteur de 1000 points seront refusées par la DPE.

Pour les mutations simultanées et en cas de bonification prioritaire à 1000 points pour un agent, le barème du conjoint sera automatiquement priorisé à la même hauteur.

2/ La mutation simultanée non bonifiée

Sont considérés comme relevant de la procédure de mutation simultanée les personnels du second degré dont l'affectation est subordonnée à la mutation concomitante dans le même département d'un autre agent appartenant à l'un des corps des personnels enseignants du second degré, d'éducation et psychologue de l'éducation nationale, sans condition liée à la situation familiale. Les vœux doivent être identiques et formulés dans le même ordre.

C/ Bonifications liées à l'expérience et au parcours professionnel

1/ Ancienneté de service (échelon)

Des points sont attribués en fonction de l'échelon acquis au :

- 31 août 2020 par promotion ;
- 1^{er} septembre 2020 par classement initial ou reclassement.

Pour les stagiaires précédemment titulaires d'un corps de fonctionnaires, non reclassés à la date de stagiarisation, l'échelon à prendre en compte est celui acquis dans le corps précédent, sous réserve que l'arrêté justificatif du classement soit joint à la demande de mutation.

2/ Barème lié à l'ancienneté dans le poste

Ce poste peut être une affectation dans le second degré (affectation définitive dans un établissement, section ou service, zone de remplacement), une affectation dans l'enseignement supérieur, un détachement ou une mise à disposition auprès d'une administration ou d'un organisme. Pour les personnels en affectation ministérielle provisoire (ATP), l'ancienneté antérieurement acquise dans la dernière affectation définitive s'ajoute à celle acquise dans le cadre de cette affectation ministérielle provisoire.

Les années de stage ne sont prises en compte dans le calcul de l'ancienneté de poste (forfaitairement pour une seule année) que pour les fonctionnaires stagiaires ex-titulaires d'un corps de personnels gérés par le service des personnels enseignants de l'enseignement scolaire de la DGRH.

- 20 points sont accordés par année de service dans le poste actuel en tant que titulaire ou dans le dernier poste occupé avant une mise en disponibilité, un congé ou une affectation à titre provisoire ;
- 50 points supplémentaires sont accordés par tranche de quatre ans d'ancienneté dans le poste.

Toutefois, s'agissant des personnels en disponibilité ou en congé, si celui-ci intervient immédiatement à la suite d'un changement d'académie ou d'une affectation, l'éventuelle ancienneté acquise dans l'ancien poste ne sera pas prise en compte lors d'une future demande de réintégration. En effet, l'agent concerné reste titulaire de l'académie obtenue qui procède à la mise en disponibilité ou en congé.

Règles relatives à la détermination de l'ancienneté de poste :

En cas de changement de type de poste (passage d'un poste classique à un poste spécifique académique ou national, et inversement) y compris au sein d'un même établissement, l'ancienneté de poste acquise n'est pas conservée.

En cas de réintégration, sont suspensifs mais non interruptifs de l'ancienneté dans un poste :

- le congé de mobilité ;
- le service national ;
- le détachement en cycles préparatoires (Capet, PLP, ENA, ENM) ;
- le détachement en qualité de personnel de direction ou d'inspection stagiaire, de professeur des écoles ou de maître de conférences ;
- le congé de longue durée, de longue maladie ;
- le congé parental.

Ces règles admettent toutefois **quelques exceptions** :

- les personnels maintenus ou non dans leur poste, mais ayant changé de corps par concours ou liste d'aptitude, conservent l'ancienneté acquise en qualité de titulaire de ce poste avant leur promotion, même si ce changement est accompagné d'un changement de

discipline, pour leur première affectation. Cette ancienneté est également conservée lors de leur première mutation.

Cette disposition n'est pas applicable aux fonctionnaires qui n'étaient pas précédemment titulaires dans un corps de personnels gérés par le service des personnels de l'enseignement scolaire de la DGRH (premier ou second degré) ;

- les personnels ayant fait l'objet d'une ou plusieurs mesures de carte scolaire conservent l'ancienneté d'affectation acquise sauf s'ils ont demandé et obtenu un poste sur un vœu non bonifié ;

- pour les personnels en position de détachement, sera retenue l'ancienneté obtenue au titre des services accomplis consécutivement en détachement en tant que titulaires ;

- les conseillers en formation continue qui participent aux opérations du mouvement national verront leurs années d'ancienneté dans les fonctions de conseiller en formation continue s'ajouter aux années d'ancienneté acquises dans le poste précédent, conformément aux dispositions de la note de service n° 90-129 du 14 juin 1990 publiée au BOEN n° 25 du 21 juin 1990 ;

- pour les personnels affectés sur un poste adapté, est prise en compte l'ancienneté dans l'ancien poste augmentée du nombre d'années effectuées sur un poste adapté (PACD, PALD) ;

- s'agissant des enseignants d'EPS cadres de l'UNSS affectés dans les services déconcentrés et qui sollicitent une mutation, l'ancienneté acquise sur le poste occupé au 1er septembre 2014 prend en compte l'ensemble des années passées dans la même fonction avant cette date, sans préjudice des modifications de la position administrative (mise à disposition ou détachement auprès de l'UNSS).

3/ Demande de bonification dans le cadre de fonction exercées dans un établissement relevant de l'éducation prioritaire.

Trois situations sont à distinguer et seront valorisées dans le cadre du mouvement :

- Les établissements classés Rep + ;
- Les établissements classés Rep ;
- Les établissements relevant de la politique de la ville et mentionnés dans l'arrêté du 16 janvier 2001.

Ces dispositifs permettent de valoriser l'affectation sur ces établissements en accordant une priorité lors de leur demande de mutation après 5 ans ou 8 ans d'exercice effectif et continu sur le poste.

De plus, les TZR affectés sur un établissement relevant de l'éducation prioritaire de la commune de Toulouse bénéficient des points sur un vœu précis « Etablissement » de cette même commune.

4/ Situation de réintégration à divers titres.

Pour toute demande de réintégration, une demande écrite doit être adressée à la DPE ou jointe à la confirmation de mutation. Les candidatures des personnels demandant une réintégration conditionnelle sont examinées uniquement en fonction des vœux exprimés.

Une bonification de 1000 points est attribuée pour le vœu « département » tout type (code *) et « ZRD » correspondant au dernier poste occupé dans le second degré à titre définitif par l'enseignant avant d'être placé :

- en disponibilité
- en détachement ou mis à disposition
- sur un poste adapté de courte durée
- en CLD
- sur un poste de conseiller en formation continue

De plus, pour les personnels en disponibilité, en PACD et en CLD, l'ancienneté sur ce dernier poste occupé sera reprise.

Pour les anciens TZR, cette bonification sur le vœu « Département » n'est acquise que si le vœu « ZRD » figure avant le vœu « Département ».

Pour les personnels affectés sur une zone de remplacement académique, le département bonifié, après la ZRA, correspond au département où l'agent était rattaché administrativement.

Cette bonification étant valable pour la seule année où l'agent souhaite réintégrer, il est fortement conseillé de formuler ces types de vœu (Département et ZR) précédés de vœux indicatifs.

Cas particulier : Les participants au mouvement intra-académique, titulaires d'un SPEA dans l'académie, peuvent prétendre à une bonification de 1000 points sur le département dont ils étaient titulaires avant leur affectation sur le poste profilé.

D/ Bonifications liées au caractère répété de la demande – Vœu préférentiel

La bonification est de 30 points par année, dès l'année où l'enseignant exprime pour la deuxième fois consécutive, le même premier vœu département que l'année précédente quel que soit le rang de ce vœu.

Pour continuer à obtenir la bonification annuelle, il y a obligation d'exprimer chaque année de manière consécutive le même vœu département. En cas d'interruption ou de changement de stratégie les points cumulés sont perdus.

Si l'agent mute sur un autre vœu entre la première demande et les suivantes, il n'y a pas interruption.

La bonification pour vœu préférentiel est incompatible avec les bonifications liées à la situation familiale.

La bonification obtenue au mouvement inter-académique sur un vœu académique n'est pas reprise au mouvement intra-académique.

4

Mise en œuvre d'une gestion qualitative des affectations – le mouvement spécifique académique

Les postes spécifiques académiques seront affichés sur I-Prof du 10 mars au 31 mars 2021. Ce sont des postes à compétences requises dont la liste des spécialités est consultable sur le site académique. Les candidats trouveront sur le site académique, les fiches de postes relatives à ces postes SPEA. Tous les postes en EREA relèvent également de ce mouvement.

Les affectations sur ces postes procèdent d'une adéquation entre les capacités des candidats et les exigences de ces postes. La nomination sur ces postes tient compte de la compétence du candidat et s'effectue par conséquent hors barème sur avis des chefs d'établissement et des corps d'inspection qui classeront ces demandes.

En cas de vœux portant à la fois sur des vœux banalisés et des SPEA, ces derniers seront considérés comme prioritaires et examinés en premier lieu.

Les candidats souhaitant être affectés sur postes spécifiques académiques doivent suivre les étapes dans l'ordre ci-dessous :

1/ Mettre à jour leur C.V. dans la rubrique I-Prof dédiée à cet usage (mon C.V.). Les candidats doivent remplir toutes les conditions nécessaires et tout particulièrement celles qui concernent les qualifications (intitulés exacts et dates d'obtention des diplômes, des certifications et des attestations obtenues), les compétences et les activités professionnelles. Le plus grand soin doit être apporté à cette saisie puisque la candidature sera consultée par les chefs d'établissements et les corps d'inspection qui sont chargés d'émettre un avis et un classement. Il est conseillé de mettre à jour le C.V. sans attendre l'ouverture de la saisie des vœux sur I-Prof ;

2/ Formuler leurs vœux via I-Prof (vœux inclus dans les 30 possibles). Cette saisie active un lien SIAM qui permet la rédaction de la lettre de motivation ;

3/ Rédiger obligatoirement, en ligne, une lettre de motivation par laquelle ils expliciteront leur démarche. Dans le cas où ils sont candidats à plusieurs mouvements spécifiques académiques, une seule lettre peut être saisie. Aussi, les candidats doivent faire apparaître dans la lettre leurs compétences à occuper le(s) poste(s) et les fonctions sollicitées, en particulier, ils doivent expliciter les liens entre leur parcours de formation et leur parcours professionnel (à l'éducation nationale et en dehors), les diplômes, les certifications et attestations obtenues et le profil du poste sur lequel ils candidatent. Ces éléments peuvent être joints sous forme numérisée ;

4/ Dans la mesure du possible, prendre l'attache de l'établissement ou du service dans lequel se situe le poste sollicité pour un entretien et lui communiquer une copie du dossier de candidature.

ATTENTION : Pour les personnels entrants dans l'académie, cette procédure dématérialisée reste impossible. Aussi, un message sur I-Prof les invite à adresser par mél à l'adresse suivante mvt2021@ac-toulouse.fr, leur CV et leur lettre de motivation afin que les services de la DPE les intègre dans leur dossier I-Prof.

CAS PARTICULIERS : Postes en unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS)

Les postes pour exercer au sein des ULIS sont susceptibles d'être pourvus par des enseignants du second degré. La fiche de poste ainsi que la liste des postes vacants existants à la rentrée sont disponibles sur le site académique.

Relevant d'un code discipline particulier, qui n'existe que dans le 1^{er} degré, la saisie de cette candidature sur SIAM est impossible.

Aussi, les personnels intéressés, titulaires du 2 CA-SH ou CAPPEI, doivent remplir uniquement l'annexe 6 et la renvoyer à la DPE avant le 8 avril 2021.

Dès réception, la DPE adresse les candidatures aux Directions Académiques concernées pour analyse et classement du dossier lors de la commission départementale chargée du recrutement.

CAS PARTICULIERS : Postes auprès de la mission de lutte contre décrochage scolaire (MLDS)

Les fiches de poste ainsi que la liste de postes vacants existants à la rentrée sont également disponibles sur le site académique.

Tout comme les postes ULIS, ces candidatures relèvent d'un code discipline particulier qui empêche la saisie de la candidature sur SIAM. Aussi, les personnels intéressés doivent remplir uniquement l'annexe 6 et la renvoyer à la DPE avant le 8 avril 2021.

5

Classement des demandes et valorisation de situations particulières au regard des orientations nationales

A/ Affectation en établissement relevant de l'éducation prioritaire – REP+

Pour candidater sur ces établissements, les personnels devront obligatoirement se porter volontaire en répondant, lors de leur inscription sur SIAM, par l'affirmative à la question suivante : « *Etes-vous volontaire pour enseigner en établissement REP+ ?* ».

Pour les seuls corps et disciplines implantés dans ces 4 établissements, une bonification de 800 points sera accordée sur les vœux « établissements REP+ », à la condition qu'ils soient exprimés en premier rang. Cette bonification sera également accordée sur le vœu « Tout poste dans le département de la Haute Garonne », qu'importe le rang, pourvu que ce vœu soit précédé des 4 établissements REP+.

En outre, les inspecteurs pédagogiques pourront émettre un avis défavorable à une telle affectation s'ils estiment qu'elle est de nature à mettre en difficulté l'établissement ou l'enseignant candidat. **A ce titre, les personnels entrants dans l'académie devront joindre impérativement à leur confirmation de mutation leur CV I-Prof accompagné du dernier rapport d'inspection.**

B/ Politique académique de stabilisation des titulaires sur zone de remplacement

Un enseignant affecté à titre définitif sur une zone de remplacement (TZR) n'est pas titulaire d'un poste fixe dans le département. Aussi dans le cadre du mouvement, ce dernier a obligation d'obtenir la barre départementale pour une affectation sur poste fixe en établissement. Afin de favoriser cette stabilisation :

- Un TZR qui demande un poste définitif dans son département de rattachement a droit à une bonification de 150 points sur le vœu département tout type de poste.

- Une bonification d'ancienneté de 20 points par an est attribuée sur tous les vœux ZR, département, groupement de communes et communes formulés, tout poste (code *). L'ancienneté est calculée à partir de la dernière affectation détenue à titre définitif en qualité de TZR.

De plus, une bonification forfaitaire de 40 points est accordée suite à une stabilité de 2 ans sur la zone de remplacement.

Les personnels affectés sur une ZR dans le cadre d'une AFA dérogatoire sont exclus de ces dispositifs.

Par contre, les personnels affectés à titre provisoire (ATP) bénéficient automatiquement de cette bonification.

C/ Affectations des agrégés en lycée

Afin de faciliter l'affectation des agrégés en lycée, une bonification de 130 points est accordée aux agrégés sur leur vœu typé lycée. Cette bonification n'est pas attribuée aux agrégés qui enseignent dans des disciplines uniquement dispensées en lycée au motif qu'ils ne peuvent se voir affecter sur un poste fixe dans un établissement autre qu'un lycée ou une SGT.

Pour les agrégés entrants ou affectés sur des établissements autres qu'un lycée, cette bonification sera cumulable avec les bonifications suivantes :

- Rapprochement de conjoint, enfants et séparation ;
- Mutations Simultanées ;
- Autorité parentale conjointe ;
- Situation de parent isolé ;
- Mesure de Carte Scolaire ;
- Handicap ;
- Bonification au titre de l'éducation prioritaire ;
- Stabilisation TZR ;
- Bonification de réintégration ;
- Ancienneté de TZR.

Attention : Cette bonification ne sera pas conservée en cas d'extension.

D/ Bonification spécifique liée à la situation médicale

Une bonification de 500 points est accordée sur tous les vœux larges (commune, groupement de communes, département ou ZR) appréciés par l'administration si l'agent, son conjoint ou son enfant justifie d'une situation médicale ne relevant pas du « Handicap » mais présentant un caractère de gravité confirmé après avis du Médecin Conseiller Technique du Recteur. La situation des ascendants et fratrie peut également faire l'objet d'une analyse.

Ces demandes devront être adressées au moyen de l'annexe 4 impérativement avant le 31 mars 2021, cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante :

Rectorat de TOULOUSE
A l'attention du Médecin Conseiller Technique du Recteur
SAMIS (Médecine Statutaire)
CS 87703
31077 TOULOUSE Cedex 4

Toute demande postée après le 31 mars 2021 ne sera pas instruite par le service. Il est donc vivement conseillé aux personnels concernés d'adresser, sans attendre, sa demande de bonification au titre de sa situation médicale.

De plus, toutes demandes de modification de vœux en cas de bonification à hauteur de 500 points seront refusées par la DPE.

E/ Lauréat des concours, changement de discipline et détachement de catégorie A

Suite à l'obtention d'un concours, d'un changement de discipline, d'une intégration dans des corps d'enseignement, d'éducation et psychologue de l'éducation nationale, après une période de détachement dans le cadre de la note de service du 13 novembre 2020, les personnels doivent participer obligatoirement au mouvement intra-académique.

A ce titre, une bonification de 1000 points leur est accordée sur le département où les agents se sont vus affectés durant l'année 2020/2021, sur la ZRD correspondante au département ainsi que sur le département dont ils étaient titulaires avant l'entrée dans le dispositif et la ZRD correspondante.

De plus, l'ancienneté poste est conservée dans le cadre d'une première mutation pour les lauréats de concours et les changements de discipline.

6

Personnels concernés par une mesure de carte scolaire

A/ Les personnels concernés par une suppression de poste à la rentrée 2021

Ces personnels doivent obligatoirement participer à la phase intra-académique du mouvement mais conservent la possibilité de muter sur leurs vœux personnels.

L'agent qui souhaite retrouver son poste, après une mesure de carte scolaire ayant porté sur un poste en établissement, conserve une priorité (ainsi que les bonifications liées au poste) jusqu'au retour sur cet établissement ainsi que sur la commune dans laquelle est situé l'établissement, sur son ancien département et sur l'académie.

Les dispositions concernant les mesures de carte scolaire sont rappelées dans la circulaire académique en date du 26 janvier 2021 et disponible dans votre établissement. Les personnels susceptibles d'être concernés par une telle mesure en seront informés par leurs chefs d'établissement uniquement, le plus rapidement possible.

Pour les enseignants de sciences industrielles de l'ingénieur qui font l'objet d'une mesure de carte scolaire et qui optent pour une participation au mouvement intra-académique en technologie, la bonification de carte scolaire s'appliquera et une réaffectation au plus proche dans cette spécialité sera réalisée.

B/ Attribution des postes à complément de service et établissements avec annexe

Le complément de service **a vocation à être attribué** à l'agent qui possède la plus faible ancienneté de poste dans l'établissement principal en dehors de tout cas particulier notamment le handicap. Dans l'hypothèse où plusieurs agents auraient la même ancienneté de poste dans l'établissement, le complément de service est susceptible d'être attribué à celui qui possède le barème fixe le plus faible (c'est-à-dire points d'ancienneté de service – échelon – et d'ancienneté dans le poste, cumulés) ou, en cas d'égalité de barème fixe, à celui qui a le nombre d'enfants à charge de moins de 18 ans au 31 août 2021 le moins élevé. En cas de nouvelle égalité, c'est la date de naissance qui départagera les agents, le complément de service s'appliquant à la personne la plus jeune. Pour le calcul de l'ancienneté, il est rappelé que dans le cadre d'une affectation suite à une MCS (affectation sur un vœu bonifié), l'ancienneté acquise dans le poste antérieur est reprise.

7

Demande de temps partiel pour les personnels entrants dans l'académie

Pour les personnels entrants dans l'académie au 1^{er} septembre 2021, désireux d'exercer à temps partiel pour l'année scolaire 2021-2022, l'annexe 7 doit être renseignée et transmise avant le 31 mars 2021 à la direction des personnels enseignants.

Les demandes de temps partiel de droit seront traitées en priorité.

Les demandes de temps partiel sur autorisation, dont l'octroi est soumis aux nécessités de service, seront ensuite examinées par les services académiques. L'avis du supérieur hiérarchique sera recueilli par la direction des personnels enseignants.

Cas particulier du temps partiel annualisé : la durée du service à temps partiel peut éventuellement être annualisée, c'est-à-dire répartie selon un mode alternant une période travaillée à 100% et une période non travaillée. Cependant, son octroi doit se révéler compatible avec les nécessités de service. Compte tenu des difficultés que ce mode d'organisation peut engendrer, notamment au regard de la continuité pédagogique, il ne pourra être accordé qu'à titre exceptionnel.

Le temps partiel sur autorisation étant une modalité de service choisie, un refus peut y être opposé pour des motifs liés aux nécessités du service.

L'agent pourra saisir la commission administrative paritaire académique et demander le réexamen de sa situation.

8

Le rattachement administratif des TZR

A/ Les personnels de l'académie

Les TZR ont un rattachement pérenne et ont donc vocation à être affectés chaque année au plus près de leur rattachement administratif.

Une demande de changement de rattachement administratif peut être faite, avant le 8 avril 2021, au moyen de l'imprimé joint en annexe 9 de cette circulaire. Cette demande sera étudiée en fonction des besoins du service et en cas de pluralité de demandes au moyen du barème comprenant les bonifications familiales.

L'établissement de rattachement administratif sera communiqué aux agents lors du résultat de la mutation.

Les TZR peuvent solliciter un changement de rattachement administratif au sein d'un même pôle (cf. Annexe 10).

B/ Les personnels entrants dans l'académie affectés en zone de remplacement

Un rattachement pérenne leur sera attribué. L'affectation en établissement sera décidée lors de la phase d'affectation des TZR.

Les personnels entrants dans l'académie après le mouvement inter, les participants obligatoires au mouvement intra-académique et les enseignants sollicitant un poste en zone de remplacement devront obligatoirement pendant la période du 10 mars au 31 mars 2021 saisir leurs préférences via SIAM.

Les personnels enseignants, nommés en extension en ZR, seront affectés en fonction de leurs vœux exprimés lors de la phase intra-académique.

C/ Traitement

Pour les personnels sollicitant un changement de rattachement administratif, le barème, calculé au vu des pièces justificatives, comprend la partie fixe du barème (échelon, ancienneté poste et ancienneté ZR) augmenté des bonifications familiales selon le type « vœux communes ».

Pour les personnels nommés en ZR et devant obtenir un rattachement pérenne, c'est le barème ayant permis à l'agent d'obtenir la zone qui sera utilisé. En cas d'égalité de barème, la date de naissance sera prise en compte (le plus âgé étant prioritaire).

Pour l'attribution de l'établissement de rattachement administratif, dans un premier temps sont étudiées les demandes de changement de rattachement formulées par les intéressés. L'accord sera donné s'il ne déséquilibre pas un autre pôle.

Dans un second temps, les rattachements des entrants sont donnés en fonction de leur barème et de leurs préférences lorsqu'ils ont formulé un vœu « ZR » lors du mouvement intra-académique ou à défaut, les vœux exprimés lors de mouvement intra-académique et correspondant à la zone de remplacement obtenue.

Pour ceux affectés en extension sur une ZR, les rattachés sont classés en fonction de leur barème et des vœux formulés lors du mouvement intra-académique.

9

Situation des psychologues de l'éducation nationale option EDA Détermination de l'école de rattachement (RAD)

Le mouvement intra-académique détermine seulement la circonscription d'affectation définitive des psychologues de l'éducation nationale option EDA.

Afin d'attribuer l'école de rattachement à l'intérieur de la circonscription, il est nécessaire de recueillir les préférences des candidats via une procédure papier.

Sont concernés :

- Les personnels entrants dans l'académie ;
- Les personnels titulaires de l'académie qui participent au mouvement intra-académique afin de changer de circonscription au sein de leur département ou vers un autre département ;
- Les personnels titulaires d'une circonscription qui souhaitent changer d'école de rattachement au sein de leur circonscription (sans participation au mouvement intra-académique).

Aussi et pour les personnels intéressés, cette demande doit être réalisée au moyen de l'imprimé joint en annexe 11 de cette circulaire et envoyée avant le 8 avril 2021 à la DPE3 (dpe3@ac-toulouse.fr).

Attention : Seules les écoles figurant dans la liste des écoles de rattachement administratif pour la rentrée 2021, annexe 12 de la présente circulaire, seront analysées.

Ces demandes seront étudiées en fonction des besoins du service et en cas de pluralité de demande départagées au moyen du barème comprenant les bonifications familiales.

L'établissement de rattachement sera annoncé lors de la communication du résultat du mouvement.

10

Phase d'affectation des TZR

MODALITES D'AFFECTION

L'administration procédera à l'affectation des TZR à partir des établissements de rattachement administratif :

- ❶ En premier lieu, les affectations ont vocation à être faites prioritairement sur les moyens implantés à l'année, en second lieu sur les besoins en remplacement ou suppléance.
- ❷ Affectation des TZR agrégés au plus proche de leur établissement de rattachement avec une priorité sur les lycées au sein de la même commune.
- ❸ Affectation des TZR au plus près de leur établissement de rattachement administratif. En cas d'égalité de distance, seront prioritaires les TZR ayant le plus grand barème fixe (échelon et ancienneté poste) dans un premier temps, puis le nombre d'enfants à charge du moins de 18 ans au 31 août 2021 et enfin la date de naissance de l'agent (le plus âgé).
- ❹ Les affectations seront communiquées au cours de la deuxième quinzaine de juillet et restent susceptibles de modifications jusqu'à la rentrée scolaire.

11

Mouvement des PEGC

Les PEGC, candidats à la mutation ou participants obligatoires, déposent leur candidature au mouvement intra-académique au moyen de l'annexe 8, du 10 au 31 mars 2021. Toute demande réceptionnée au-delà du 31 mars 2021 ne sera pas instruite par le service.

Le dispositif d'accueil et d'information reste commun à tous les corps

A l'identique des précédents mouvements, le nombre de vœux possible est fixé à 5 et peuvent porter sur des établissements précis, des communes, des groupements de communes, des départements, tout poste dans l'académie ou en zone de remplacement.

Les participants seront informés directement par le service à chaque étape de la procédure soit lors de la validation de leur barème et de la communication du résultat.

12

CONTACTER LA DIRECTION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

CELLULE INFO MOBILITE : 05.36.25.78.00

ADRESSES ELECTRONIQUES:

Dpe1@ac-toulouse.fr

Dpe2@ac-toulouse.fr

Dpe3@ac-toulouse.fr

Selon les disciplines (cf. organigramme en annexe 13)

A Toulouse, le 05 mars 2021

Pour le recteur et par délégation,
Pour le secrétaire général empêché,
Le secrétaire général adjoint
Directeur des ressources humaines



Yann COUEDIC

13 ANNEXES

1	Calendrier des opérations du mouvement intra-académique 2021
2	Mouvement intra-académique – Barème 2021
3	Table d’extension prévue lors de la procédure d’extension
4	Notice de renseignement – Handicap ou Situation Médicale
5	Liste des établissements relevant de l’Education Prioritaire (REP +, REP et établissement relevant de la politique de la Ville)
6	Fiche de candidature pour poste ULIS ou MLDS
7	Demande de temps partiel pour les entrants dans l’académie
8	Fiche de candidature pour le mouvement des PEGC
9	Imprimé de rattachement administratif
10	Liste des PÔLES pour les TZR
11	Situation des PSYEN option EDA - Demande de rattachement administratif dans une école
12	Liste des écoles de rattachement administratif pour les PSYEN option EDA
13	Organigramme DPE